



**AOO**

**DCE n°2025/0085/EdA-DA**

***Fourniture de produits alimentaires au profit des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF),  
client de l'EdA ravitaillé à partir de La Réunion***

**ANNEXE 2 au CCAP**

**Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement.**

**Ces autorités sont considérées comme « représentants du pouvoir adjudicateur (ce dernier étant l'Econamat des Armées) » pour l'exercice des opérations d'exécution des accords-cadres à bons de commande ci-dessous définies.**

**Définition des litiges :**

**1. Litiges de 1<sup>er</sup> niveau**

Il s'agit essentiellement d'incidents qui se produisent dans l'exécution courante d'un accord-cadre à bons de commande et qui ne remettent pas en cause l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande et sa pérennité.

Ces litiges concernent notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- le non-respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- L'absence de quelques articles qui ne remet pas en cause le fonctionnement de la formation cliente, à condition que ce type d'incident ne soit pas systématique.

Ces litiges sont de la compétence des autorités chargées d'assurer l'admission des produits. En cas de répétition de litiges de 1<sup>er</sup> niveau, le représentant de l'Econamat des armées est systématiquement tenu informé. En tant que de besoin, le client transmet, avec son avis, le dossier aux autorités chargées des litiges de 2<sup>ème</sup> niveau, sans omettre de tenir informé le pouvoir adjudicateur.

**2. Litiges de 2<sup>ème</sup> niveau**

Il s'agit de litiges susceptibles d'entraîner la mise en œuvre des pénalités définies au CCAP : pénalités pour retard et pénalités pour rupture. Il s'agit d'incidents plus graves ou d'incidents du premier niveau qui se multiplient. Les autorités chargées d'assurer la liquidation et l'ordonnancement (*service exécutant*) des factures décident la mise en œuvre de ces pénalités après avoir informé le pouvoir adjudicateur.

**3. Litiges de 3<sup>ème</sup> niveau**

Les incidents de nature à entraîner la mise en œuvre de l'exécution aux frais et risques sont portés à la connaissance du pouvoir adjudicateur, qui décide éventuellement de sa mise en œuvre.

La décision de la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est également du ressort du pouvoir adjudicateur.

**Il est rappelé que le pouvoir adjudicateur reste, conformément aux dispositions du CCAP, le conciliateur qui s'efforce de régler tout litige à l'amiable.**